

### Débat Les subsides Gordon

Notre action sur le loyer de l'argent est un autre élément important de notre politique. En 1982-1983, les taux d'intérêt fluctuaient entre 22 et 24 p. 100. Aujourd'hui, le taux d'escompte de la Banque du Canada est de 7,14 p. 100, son niveau le plus bas en 14 ans. Nous avons accordé une exemption sur les gains en capital aux agriculteurs, nous avons adopté des programmes de réduction des taux d'intérêt et nous avons mis sur pied des comités chargés d'examiner les dettes agricoles. Nous avons modifié la Loi de stabilisation concernant le transport du grain de l'Ouest et la Loi de stabilisation du grain. Nous avons démantelé le Programme énergétique national et l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous avons supprimé la disposition confiscatoire de rétro-participation.

Il y a eu beaucoup d'initiatives—elles ne sont pas la panacée ni individuellement ni peut-être collectivement, mais elles sont une nette amélioration. La Déclaration de Prince-Albert a démontré la volonté de notre gouvernement de relever les défis qui se posent à l'Ouest du pays. Nous nous sommes occupés des dossiers avec l'idée de nous appuyer sur nos points forts, et la réussite obtenue dans l'exécution de ces engagements nous fournit des points d'appui pour faire plus.

Depuis 1984 beaucoup d'autres initiatives ont été prises en harmonie avec la Déclaration de Prince-Albert. Avec l'escalade de la guerre des subventions céréalières que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne, nous avons prévu pour un milliard d'assistance. Nous avons accéléré l'abolition de la TRPG. Nous avons réalisé un accommodement avec les États-Unis sur la question des résineux et du bois d'oeuvre. Cet arrangement a reçu l'appui de tous les premiers ministres de l'Ouest. Nous avons lancé une initiative commerciale historique qui revêt une signification cruciale pour l'ouest du Canada.

Nous avons mis en marche la nouvelle Loi sur les transports. Le député a dit trois ou quatre fois qu'il fallait s'occuper des problèmes de transport et des éléments discriminatoires de notre système actuel de transport. Une fois pour toutes, avec l'adoption de la nouvelle Loi nationale sur les transports, la discrimination tarifaire dans l'ouest du Canada va être une chose du passé. Pourquoi les néo-démocrates sont-ils contre? Les deux questions tout à fait fondamentales dont nous nous occupons dans l'ouest du Canada, le dossier des échanges et le dossier des transports, sont combattues avec acharnement par le NPD. Il devrait avoir honte de son attitude.

Nous nous sommes lancés dans les voies et les moyens d'utiliser en plus grande quantité le charbon de l'Ouest en Ontario. Des contrats de matériel de haute technologie pour les systèmes d'alerte dans le Grand Nord ont été confiés à *Microtel Systems* de Colombie-Britannique. Le marché du CF-5 a été adjugé à Winnipeg, avec retombées pour Edmonton. Le marché du CF-18 a eu des retombées correspondantes pour Edmonton. La frappe de la nouvelle pièce de un dollar a été confiée à l'usine Sherritt-Gordon de Fort Saskatchewan. Ce sont tous là des éléments importants pour la diversification de l'économie de l'Ouest canadien.

• (1530)

Nous avons signé avec les gouvernements des quatre provinces des accords sur l'aménagement urbain, l'irrigation, le tourisme, la transformation de la production agricole, l'expansion

industrielle, les sciences et la technologie, l'exploitation forestière et les petites entreprises. Depuis le début de l'année, nous avons annoncé que *Versatile Pacific* allait construire un nouveau brise-glace *Polar 8* dont le coût sera de l'ordre de 350 millions de dollars, ce qui représente une initiative très importante. Nous avons annoncé des achats d'huile de colza pour une somme de 100 millions à l'intention de l'Aide alimentaire. Nous avons facilité et favorisé la vente de la société *Versatile Farm Equipment* qui sera réinstallée de façon permanente à Winnipeg. Ce sera avantageux pour l'Ouest comme tel et pour l'agriculteur de l'ouest du Canada.

Nous avons fait beaucoup d'annonces au sujet de l'exploitation forestière. Mon collègue, le ministre d'État (Forêts et Mines) (M. Merrithew), a annoncé un programme de 13 millions de dollars mis sur pied de concert avec son homologue de la Colombie-Britannique en vue de réaliser un accord fédéral-provincial pour l'exploitation des ressources forestières ainsi qu'un programme d'échanges scientifiques et technologiques. Le ministre de l'Environnement (M. McMillan) a annoncé l'établissement d'un parc national dans l'île Vancouver sur le littoral du Pacifique.

Ce sont là toutes des initiatives fort importantes. Le temps ne me permet pas de donner plus de précisions. Qu'il me suffise d'ajouter que nous continuerons à dépister les problèmes et à collaborer avec les gouvernements des provinces et l'industrie pour régler ces questions du plus haut intérêt.

Je voudrais traiter brièvement de la question de l'énergie, parce qu'elle a été soulevée. J'ai pris un certain intérêt à la mesure proposée par le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom), car à mon avis elle ferait monter le prix des combustibles, spécialement des combustibles agricoles. Je puis informer la Chambre qu'il y a des entretiens poussés qui se déroulent avec le gouvernement de l'Alberta, d'autres gouvernements provinciaux et l'industrie, au sujet du secteur énergétique qui traverse une période très difficile. Nous avons parlé de la nécessité d'attirer des investissements, de la nécessité de stimuler les forages, la prospection et le développement. Je puis informer la Chambre que ces entretiens se déroulent fort bien. Je suis persuadé que dans un avenir pas trop lointain, une importante décision va être annoncée pour ce qui est de s'occuper des besoins du secteur énergétique de l'ouest du Canada.

Pour ce qui est de la diversification de l'Ouest, depuis deux ans et demi nous avons tenu compte de la situation, malgré les circonstances financières très tendues. Je remarque que le député a parlé des difficultés éprouvées par les gouvernements des provinces en matière de déficit. Comme le député a joué un rôle dans la création de la dette imposée aux Canadiens pendant les quatre années où lui et son parti ont appuyé le gouvernement libéral de l'époque, il devrait savoir que la dette publique nette est passée de 85 à 200 milliards dans ces quatre années. C'est scandaleux. Maintenant le député et son parti sympathisent avec les gouvernements des provinces, mais ce sont eux les architectes des énormes déficits.

Ce qui est également à noter, c'est que le budget du gouvernement néo-démocrate du Manitoba s'en prend surtout aux personnes à revenus modestes.

**M. Keeper:** Ce n'est pas vrai.